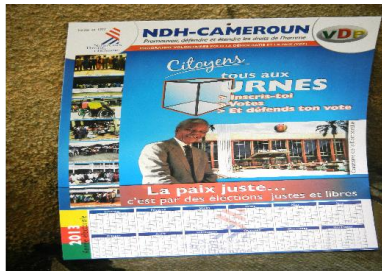




20  
13



# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES



**Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun**  
**NDH-CAMEROUN**

# SOMMAIRE

## NDH ET LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE

1. Volontaires pour la démocratie et Paix 3 et 4
2. Observation des élections (sénatoriales, municipales et législatives)
3. Présentation du rapport sur les Droits de l'Homme pendant les élections

## NDH ET LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

1. Participation aux activités de promotion des DH et de renforcement des capacités

## NDH ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

## NDH ET LE GOUVERNEMENT

## NDH ET LES DROITS ECONOMIQUES SOCIAUX ET CULTURELS

1. AFSI
2. Admission des étudiants en stage

## PROPOS INTRODUCTIFS



La rédaction du rapport annuel d'activité de Nouveaux Droits de l'Homme (NDH-Cameroun) est désormais une coutume ; celle de faire un état et une présentation des différentes actions notre organisation en faveur de la démocratie, la promotion, la protection et la défense des Droits de l'Homme au Cameroun.

Le présent rapport est donc adressé au peuple camerounais, aux organisations de la société civile, au gouvernement camerounais ainsi qu'aux partenaires bilatéraux et multilatéraux, afin qu'ils puissent se faire une idée précise et une vue d'ensemble sur les programmes et les activités de NDH-Cameroun au cours de l'année.

Au-delà des activités de protection qui consistent principalement en l'assistance et l'accompagnement juridiques des victimes de violations des Droits de l'Homme, et des activités de promotion à travers les campagnes de sensibilisation, d'information, et de renforcement des capacités sur les Droits de l'Homme, la part belle a été faite au cours de cette année 2013, à la valorisation et la capitalisation du vaste programme des Volontaires pour la Démocratie et la Paix (VDP) ainsi que la coordination de la mission de la société civile d'observation du processus électoral des élections sénatoriales, municipales et législatives au Cameroun. Cette dernière activité a été couronnée par l'élaboration et la présentation d'un rapport sur les Droits humains en période électorale au Cameroun.

NDH-Cameroun en partenariat avec d'autres organisations s'est également illustré dans de nombreux chantiers tels que : la mise en œuvre du projet « Agir pour les femmes du secteur informel » qui visait à promouvoir le Droit administratif et le Droit Commercial au profit des femmes du secteur informel initié par All Women Together (AWT), organisation directrice du partenariat.

Toutes ces activités ont été réalisées grâce au dévouement des volontaires permanents, semi permanents et des consultants à qui nous disons Merci. Nous n'oublions pas les fidèles partenaires nationaux et internationaux, qui ne cessent de nous apporter leurs contributions multiformes dans la réalisation de ces activités.

Ce qui va suivre donne le panorama du déploiement de NDH-Cameroun au cours de l'année 2013. Nous vous présentons ce panorama pour votre d'abord votre information, ensuite pour vous inciter à vous approprier les acquis et résultats qui en ressortent, et enfin pour vous inciter à AGIR. Vous devez AGIR pour et avec les Droits de l'Homme c'est notre obligation.

***Cyrille Rolande Bechon***  
***Directrice Exécutive***

Première partie:

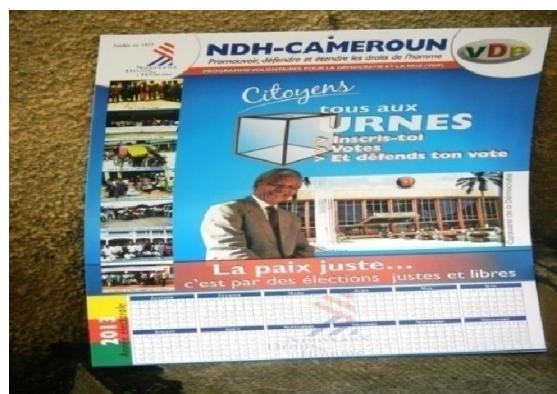
## **NDH ET LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE**

# VOLONTAIRES POUR LA DEMOCRATIE ET LA PAIX

## 1) Contexte

Le projet « *Volontaire pour la démocratie et la paix* » (VDP) est né du souci permanent de Nouveaux Droits de l'Homme de redonner confiance aux citoyens sur le processus démocratique camerounais.

L'objectif du projet VDP est de contribuer, grâce à l'implication citoyenne et responsable de la société civile, au processus de démocratisation et de promotion de la bonne gouvernance locale à travers la création dans les régions cibles des pools de volontaires formés et engagés dans le processus électoral, dans le dialogue



et la médiation sociale, le suivi de la démocratie et de la gouvernance locale.

### **Problèmes à résoudre dans le cadre du programme VDP**

Les principaux problèmes que le projet VDP va essayer de résoudre sont :

- L'apathie électorale et politique caractérisée par une très faible participation au processus démocratique.
- La crise de confiance entre les citoyens et les hommes politiques doublée du désintérêt des citoyens aux questions de citoyenneté, de politique et de gouvernance locale et nationale.
- L'absence de dialogue au niveau local et national entre administrés d'une part, élus et autorités administratives d'autre part.
- L'inexistence d'une veille démocratique citoyenne susceptible de compenser le discrédit actuellement jeté sur ELECAM.

### **Objectif principal du programme VDP:**

Accroître la participation citoyenne au processus démocratique à travers la création de pools de volontaires engagés dans le dialogue et la médiation sociale, le suivi de la démocratie et de la gouvernance locale

### **Objectifs spécifiques du projet**

- Restaurer la confiance dans le processus électoral par l'augmentation des votants et la réduction du contentieux électoral
- Favoriser l'instauration du dialogue entre les populations et les gouvernants et élus locaux dans les régions cibles du projet
- Accroître la conscientisation des populations sur les déterminants et l'importance de la participation politique et de la gouvernance démocratique.

## **Activités prévues**

**Organisation de l'atelier plurirégional de formation des formateurs:** Il s'agira de renforcer les capacités et de bien outiller les volontaires formateurs sur la thématique du projet. 40 formateurs formés au niveau national.

**Organisation des ateliers régionaux de formation:** le projet s'appuie sur un système de relais intermédiaires de formation. Il est important, à chaque niveau de la chaîne, de renforcer les compétences des tous les maillons. 40 jeunes volontaires à former dans chaque région, soit au total 240 volontaires.

**Organisation des séminaires départementaux et création des COMDEPAX:** Il s'agit de développer la culture politique, la maîtrise par les populations cibles des enjeux et des fondamentaux de la démocratie, la nécessité de la préservation de la paix et de la médiation sociopolitique. Il s'agit aussi de structurer les volontaires formés en Comités locaux des volontaires pour la démocratie. (ComDEPAX). Environ 900 jeunes volontaires formés et impliqués dans la veille citoyenne.

**Installation des ComDEPAX :** Il est question ici de donner une visibilité à l'action et lui assurer une certaine médiatisation ; du point de vue des autorités, de donner un signal de l'engagement des citoyens sur leur participation à la gestion de la chose publique et particulièrement au suivi du processus démocratique.

**Mise en place des guichets de la démocratie :** Ce sont des structures de proximité, outillées pour apporter des réponses précises à ces questions, tout le long du projet et au-delà.

**Organisation des dialogues démocratiques :** Les dialogues démocratiques sont un mécanisme périodique de discussion pluri acteurs. Il s'agit de rencontres qui seront organisées dans chaque région site du projet.

**Production et la diffusion des outils d'information, d'éducation et de communication :** Il s'agit des dépliants, affiches, bandes dessinées, autocollants,

## **Réalisations de 2012**

La région de l'Adamaoua a été ciblée en 2013. Toutes les activités ci-dessus ont été menées dans la région avec l'appui financier du Haut Commissariat du Canada au Cameroun.

## **Résultats globaux attendus**

- Le niveau de confiance envers le processus électoral a augmenté dans les régions cibles ;
- Le dialogue entre les populations et les gouvernants est établi dans les régions cibles ;
- Les populations cibles ont pris conscience de l'importance de la participation politique ;
- La gouvernance locale est améliorée grâce à une réelle implication de la communauté.

## **Groupes cibles et intervenants**

- Les OSC œuvrant dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance locale des régions de l'Ouest, du Nord, Littoral, du Nord ouest, de l'Adamaoua et du Centre.
- Les volontaires indépendants (les femmes, les personnes handicapées, les jeunes) n'étant pas forcément issus des OSC mais intéressés par l'éducation civique et la participation citoyenne
- Les autorités administratives, les autorités communales et locales, les autorités traditionnelles, religieuses et communautaires.
- Les responsables des démembrements d'ELECAM.

# OBSERVATION DES ELECTIONS SENATORIALES

---



2013 a été une année électorale marquée par deux grands événements politiques à savoir les élections *sénatoriales du 14 avril* et le double scrutin *municipal et législatif du 30 septembre*. Fidèle à ses missions, NDH-Cameroun, a procédé à l'observation des droits de l'Homme et des standards démocratiques durant ces deux processus électoraux capitaux pour le Cameroun.

## **Chapitre 1 : NDH-Cameroun, au rendez-vous des premières élections Sénatoriales au Cameroun**

### **1. Contexte**

Le Cameroun a organisé les premières élections sénatoriales de son histoire le 14 avril 2013. Dans le cadre de ces missions statutaires visant à œuvrer pour l'instauration d'une véritable démocratie au Cameroun, *Nouveaux Droits de l'Homme* s'est fortement mobilisé en vue de l'observation des Droits de l'Homme pendant cette période électorale. Cette mobilisation s'est faite au travers de la Mission électorale CECI-VDP de NDH, deux importantes structures de veille sur la démocratie mis en place depuis 2008. La mission électorale CECI-VDP est composée en effet d'une part de la Commission Electorale Citoyenne Indépendante (CECI) dont le premier Coordonnateur était le professeur Pierre Titi Nwel (aujourd'hui membre du Conseil Electoral d'ElecCam) et d'autre part des Volontaires pour la Démocratie et la Paix (VDP). De même, il faut souligner l'appui du ROAD (Réseau des Organisations d'Appui à la Démocratie) et du Forum de la Société pour la Démocratie dans le cadre de cette observation.

### **2. Objectifs de l'Observation**

L'observation avait pour but de permettre à NDH-Cameroun et ses partenaires, de se faire une idée et surtout une opinion sur l'organisation et le déroulement de la première élection sénatoriale du Cameroun. En effet, il s'est agit de :

- D'observer les attitudes les différents acteurs (partis politiques, autorités publiques, citoyens, organe de gestion des élections, autorités traditionnelles, forces de maintien de l'ordre, etc.) du processus électoral en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ;
- contribuer à la mise en place d'un climat propice au respect des droits de l'Homme et à l'organisation d'élections justes ;
- contribuer à la création d'un climat de confiance avant, pendant et après les élections.

Il est important de signaler que les observations ont porté sur les phases préélectorales, électorales proprement dites et postélectorales.

### 3. Activités

Pour mener à bien ses missions d'observation, la mission électorale CECI-VDP a exécuté diverses activités. Il s'agit notamment de :

➤ **Mobilisation des volontaires dans les différentes régions du pays :**

Il était question ici d'entrer en contact avec les différents points focaux repartis dans les régions du pays, afin de constituer la liste des volontaires à impliquer dans l'opération.

➤ **Production des outils de collecte d'observation**

Afin de faciliter la collecte des informations par les volontaires, des documents ont été élaborés. Il s'agit de la fiche de bord de l'observateur, fiche méthodologique d'analyse des journaux, de la fiche de décharge des documents (pour les points focaux), etc.

➤ **Obtention des accréditations auprès du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD)**

La présence de tout observateur dans les bureaux de vote au Cameroun est conditionnée par l'obtention d'une attestation d'accréditation provenant du MINATD. Ainsi, il était question ici d'obtenir du MINATD lesdites accréditations. Ces accréditations étaient accompagnées du Code de Conduite de l'Observateur et du Code Electoral camerounais. Tous ces documents ont été distribués aux volontaires avant le 14 avril, date du vote.

➤ **Déploiement des observateurs dans les bureaux de vote**

Les volontaires se sont effectivement déployés dans les bureaux de vote le jour des élections. Ces derniers ont scrupuleusement observé l'ouverture des bureaux, le déroulement du vote, et surtout la phase de rédaction des procès verbaux.



➤ **Consolidation et analyse des données collectées et rédaction du rapport**

Les données issues des questionnaires, entretiens, analyse de journaux, etc. ont été dépouillées, traitées et analysées. Toutes ces informations ont été consolidées et mis sous forme de rapport.

### 4. Résultats

Au terme de l'observation qui a couvert quasiment toute l'étendue du territoire, la mission électorale CECI-VDP a déployé en tout **239 volontaires** dans **19 départements** repartis dans **06 régions** du pays (Adamaoua, Centre, Est, Extrême Nord, Littoral, Nord). Aussi, la situation des Droits de l'Homme le respect des principes démocratiques ont été observés pendant cette élection. Ainsi un rapport relevant les avancées et limites lors de ce processus électoral dans les domaines mentionnés ci-dessus a été produit.



# OBSERVATIONS DES DROITS DE L'HOMME PENDANT LES ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES 2013

---

## NDH-CAMEROUN COORDONNE UNE MISSION D'OBSERVATION DE LA SOCIETE CIVILE

---

### 1. Contexte

NDH-Cameroun s'est fortement mobilisé comme à l'accoutumée dans le cadre de l'organisation des élections municipales et législatives du 30 Septembre 2013. Les actions ont été menées ici en collaboration avec le Centre des Droits de l'Homme des Nations Unies (CNUDH-AC) qui a œuvré pour l'appropriation par les OSC camerounaises des standards internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme pendant les élections. En effet, en 2012, le CNUDH-AC avait initié un processus visant à fédérer de manière thématique les initiatives des OSC engagées dans les droits de l'homme en vue d'une observation coordonnée du respect des droits de l'Homme pendant le processus électoral de 2013 au Cameroun. Cette initiative avait alors abouti à la mise en place d'un Comité de Suivi composé des organisations (Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun (NDH-Cameroun) -Coordonnateur, Plateform Inclusive Society for Peoples With Disabilities- Vice-Coordonnateur, More Women in Politics (MWP), 1er Rapporteur, etc..

C'est dans le cadre de ce mécanisme (*Mission d'Observation pour la Société Civile*) que les élections couplées du 30 septembre 2013 ont été observées sur l'ensemble du territoire national.

### 2. Objectifs de l'Observation

L'objectif principal de la *Mission d'Observation pour la Société Civile* était de procéder à une observation honnête, indépendante et impartiale des droits de l'homme pendant les élections, afin d'effectuer une évaluation objective de l'organisation et du déroulement du scrutin, permettant ainsi de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration du processus électoral camerounais.

Il est important de signaler que les observations ont porté sur les phases préélectorales, électorales et postélectorales.

### 3. Activités

Le Comité de suivi de la *Mission d'Observation pour la Société Civile*, sous la conduite de Nouveaux Droits de l'Homme, a mené diverses activités. Il s'agit notamment de :

#### ➤ Mobilisation des différentes OSCs

Il était question ici d'entrer en contact avec les différentes OSCs repartis dans les régions du pays, afin d'organiser le travail d'Observation. Des réunions ont été effectuées et les différentes parties prenantes à la Mission ont définies les modalités pratiques pour une opérationnalité efficace et efficiente sur le terrain.

### ➤ **Production des outils de collecte d'observation**

Afin de faciliter la collecte des informations par les volontaires, des documents ont été élaborés. Il s'agit de la fiche de bord de l'observateur, questionnaires d'observation des trois phases du processus, fiche méthodologique d'analyse des journaux, de la fiche de décharge des documents (pour les points focaux), etc.

### ➤ **Obtention des accréditations auprès du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD)**

La présence de tout observateur dans les bureaux de vote au Cameroun est conditionnée par l'obtention d'une attestation d'accréditation provenant du MINATD. Ainsi, il était question ici d'obtenir du MINATD lesdites accréditations. Aussi, ces accréditations étaient accompagnées du Code de Conduite de l'Observateur et du Code Electoral camerounais.

### ➤ **Déploiement des observateurs dans les bureaux de vote**

Les volontaires ont effectivement circulés le jour du vote pour la collecte des données. Ces derniers ont tout aussi observé l'ouverture des bureaux, le déroulement du vote, les étapes de dépouillement et de rédaction des procès verbaux.

### ➤ **Consolidation et analyse des données collectées et rédaction du rapport**

Les données issues des questionnaires, entretiens, analyse de journaux, etc. ont été par la suite dépouillées, traitées et analysées. Toutes ces informations ont été consolidées et mis sous forme de rapport.

## **4. Résultats**

Au terme de ces observations qui ont couvert toute l'étendue du territoire, la *Mission d'Observation pour la Société Civile* a mis en mouvement **127 organisations** et déployé **1680 observateurs**. Aussi, la situation des Droits de l'Homme le respect des principes démocratiques ont été observés pendant cette élection. Ainsi un rapport relevant les avancées et limites lors de ce processus électoral dans les domaines mentionnés ci-dessus a été produit.

# CELEBRATION DE LA JOURNEE DES DROITS DE L'HOMME :

## CONFERENCE DE PRESENTATION DU RAPPORT DE LA MISSION D'OBSERVATION DE LA SOCIETE CIVILE

### 1. Contexte

La Mission d'Observation de la Société Civile sous la houlette de NDH-Cameroun a organisé le Mardi, **10 décembre 2013** dans la salle de Conférence de l'hôtel Meumi, la cérémonie solennelle de présentation du *rapport d'observation de la situation des Droits de l'Homme en période électorale au Cameroun*. Cette activité a été menée sous le thème « *Droits de l'Homme et Processus Electoraux de 2013* ».

### 2. Objectifs de l'Observation

L'objectif principal de la Conférence était de présenter au public national et international et aux médias, le rapport d'observation des droits de l'Homme pendant les élections de 2013.

Cette Conférence très courue par les journalistes a aussi permis de rendre un vibrant hommage au héros de la lutte anti apartheid, *Nelson Mandela* décédé le 05 décembre 2013.

### 3. Activités

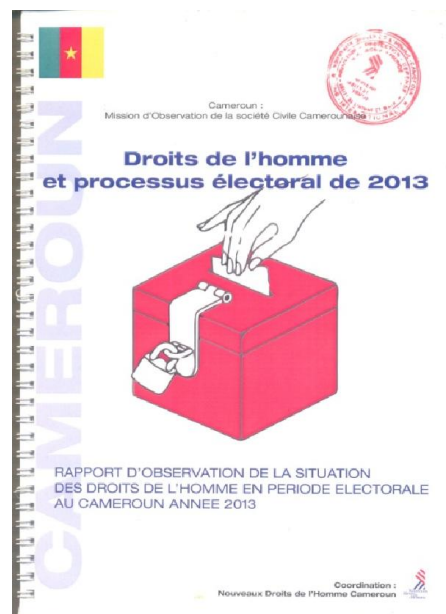
Il s'agit notamment de :

- **Production du Rapport Final de la Mission d'Observation de la Société Civile**

Le Rapport de la Mission d'observation de la Société Civile a été finalisé par les différentes OSCs sous la coordination de NDH-Cameroun. Il a été validé au cours d'un atelier de travail avec les organisations impliquées. Il a par la suite été consolidé et imprimé en 300 exemplaires pour être diffusé. Il est important de relever à ce niveau que ledit rapport portait aussi bien sur les élections couplées de Septembre que sur les sénatoriales d'Avril.

- **Préparation de la conférence**

Des invitations ont été adressées aux différents acteurs du processus électoral. Il s'agit entre autres: du corps diplomatique, des autorités gouvernementales, des Responsables de la structure en charge des élections au Cameroun (ELECAM), des leaders des partis politiques, des hommes de médias, des membres de la Société civile, etc. Cette distribution a demandé la mobilisation des différents OSCs, membre de la Mission d'Observation.



### ➤ **Déroulement de la conférence proprement dite**

La conférence a connu la participation d'environ 50 personnes représentant les corps suscités.

Elle en cinq grandes étapes :

- La cérémonie d'ouverture constituée de discours d'usage des responsables des organisations membres du Comité de suivi de la Mission
- -L'hommage à Nelson Mandela fait d'une séquence de 15 minutes pendant laquelle les invités sont restés debout et ont échangé sur la vie du héros mondial
- La présentation du rapport : la directrice de NDH et le président de l'association Koffi Annan ont présenté le rapport.
- Les échanges : les invités ont eu l'occasion ici de s'exprimer sur le rapport, les droits de l'homme et le processus électoral
- La cérémonie de clôture et les interviews accordées aux journalistes.




## **4. Résultats**

Au terme de cette conférence, le rapport de la Mission d'Observation pour la Société Civile a été rendu public. Aussi, les autorités gouvernementales, la structure en charge des élections, hommes des médias, OSCs ont pu échanger sur les informations contenues dans ledit rapport.

En somme, NDH-Cameroun a su une fois de plus relever le défi lié à pareille activité.

En effet, que ce soit en individuel ou dans le cadre d'actions collectives, NDH a su s'imposer comme organisation leader dans la promotion des Droits de l'Homme et de la démocratie au Cameroun. Elle a ainsi contribué sans aucun doute à la dynamique de construction d'une véritable démocratie au Cameroun



Deuxième Partie:  
ACTIVITES DE PROMOTION DES DROITS DE  
L'HOMME

# IMPLICATION DANS LES ACTIVITES DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME DE PARTENAIRES

---

Date et lieu	Activité	Résumé de l'activité	Organisateurs et partenaires
<b>26 février 2013, CNUDHD-AC, Yaoundé</b>	Atelier de renforcement des capacités des acteurs de la société civile en droits des femmes et genre	Il était question de renforcer les capacités des OSCs travaillant sur la thématique des droits humains des femmes et du genre pour leur permettre de renforcer leurs compétences et de jouer pleinement leur rôle de promoteurs/trices et de défenseurs des droits de l'homme en général, et particulièrement, les droits humains des femmes au Cameroun. Pendant cet atelier, différents thèmes sur les instruments juridiques en faveur des droits des femmes, et les stratégies d'égalité et d'équité au Cameroun ont été développées.	CNUDHD-AC
<b>25 Mars 2013, CNUDHD-AC, Yaoundé</b>	Séminaire de renforcement de capacités de membres des OSCs sur les instruments et les mécanismes nationaux, régionaux, et internationaux des Droits de l'Homme	Le Séminaire a consisté à renforcer les capacités des membres des OSC des droits de l'homme. De façon spécifique, il s'agissait de permettre à ces derniers d'avoir une meilleure maîtrise de la définition des droits de l'homme et des principes y relatifs ; une meilleure connaissance de ces mécanismes et principaux instruments et leur contenu	CNUDHD-AC
<b>11 Avril 2013, Banque mondiale, Yaoundé</b>	Rencontre avec les OSCs et ONGS sur «L'Expression des personnes vulnérables et l'accès à la justice au Cameroun» (Projet AFTPR)	Il s'agissait d'une réunion destinée à la collecte de données auprès des ONG sur leurs expériences en matière d'accès à la justice des personnes vulnérables.	Banque Mondiale
<b>06 juin 2013, CNUDHD-AC, Yaoundé</b>	Atelier de renforcement des capacités des OSCs sur les Droits civils et politiques des femmes	Il était question d'outiller les OSCs en vue d'une meilleure promotion et protection des Droits civils et politiques des femmes au Cameroun.	CNUDHD-AC

<b>09 Juillet 2013, UE, Hôtel Tou'ngou, Yaoundé,</b>	Réunion d'information sur l'appel à propositions lancé par la délégation de l'Union Européenne au Cameroun	La réunion a essentiellement consisté en la présentation des 03 appels à propositions lancé par la Délégation de l'Union européenne, visant à cofinancer des actions proposées par des organisations de la société civile et des communes camerounaises	Union Européenne
<b>12 Août 2013, CNUDHD-AC, Yaoundé</b>	Atelier de renforcement des capacités des OSCs camerounaise sur la connaissance de deux instruments juridiques relatifs aux droits des femmes : la CEDEF et le Protocole de Maputo	L'objectif de l'atelier était d'outiller les membres d'OSCs travaillant sur la thématique du Genre et des droits humains des femmes, et ayant une réelle emprise sur le terrain, sur la connaissance profonde du contenu des dispositions de la CEDEF, et du protocole de Maputo, sur leurs implications et sur les moyens de collaboration avec leurs mécanismes de surveillance.	CNUDHD-AC

Troisième partie:

**PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME**



## ACCUEIL, ACCOMPAGNEMENT ET ASSISTANCE DES VICTIMES

---

Au courant d l'année 2013, NDH-Cameroun a enregistré environ 10 requêtes à Yaoundé. L'objet de la saisine diffère d'une requête à l'autre. NDH-Cameroun a été sollicitée dans les affaires relevant entre autres : du domaine foncier, d'assistance financière, de la défense des droits des personnes handicapées ou des personnes licenciées abusivement et également des personnes incarcérées abusivement. Le tableau suivant fait état de l'activité du service de protection en 2013.

N°	Date d'enregistrement	Affaires	Motifs	Observations
1	Le 29 janvier 2013	Affaire : Kimenga Ndompaulu Paul	Demande d'assistance pour obtention de statut de réfugié	En cours
2	Le 15 Février 2013	Affaire : Djoumessi Ngakou Eric et Kenfack tous détenus à la brigade Terre de Kondengui c/ l'adjudant chef Abou Eliane Viviane en service à l'Hôpital militaire de Yaoundé	Les requérants demandent une assistance juridique dans le contentieux qui les oppose à la mise en cause.	En cours
3	Le 4 Mars 2013	Affaire : Sanga Emini Vivien Bardel c/ Ambassade du Japon	Le requérant sollicite l'intervention de NDH pour rentrer dans ses droits à savoir le paiement des droits sociaux dus au licenciement abusif par le mis le mis en cause	Ambassade saisie
4	Le 1 <sup>er</sup> Avril 2013	Affaire : Noumsi Kam Pierre détenu à la prison Centrale de Bafoussam c/ Dr Djombou Gabriel et autres	Demande d'une assistance pour clarifier des faits dont on l'accuse	En cours
5	Le 17 Mai 2013	Affaire : Fotso Sango Ernest c/ Etat du Cameroun	Le requérant demande une assistance Juridique et judiciaire pour le non paiement des indemnités du fait des manquements de l'Etat du Cameroun à ses obligations contractuelles le liant au Mr Fotso Ernest.	En cours
6	Le 02 juillet 2013	Affaire : Ngalani André c/ Société Hibiscus	Assistance et accompagnement juridique du plaignant pour la rétrocession de son terrain dans le contentieux qui l'oppose à la Société Hibiscus	NDH-Cameroun étant une institution à but non lucratif, le requérant aurait souhaité que l'institution l'aide à saisir la justice en payant également ses frais de justice

				ce qui n'est pas du ressort de l'institution car n'ayant pas ce moyen
7	Le 02 Septembre 2013	Affaire : Vincent Mbida	Le requérant sollicite une aide financière de Ndh –Cameroun	vidé
8	Le 05 Septembre 2013	Affaire : Fah Theodore c/ CNRH et Saga Africa Logistic	Le Requérant demande une assistance juridique dans le contentieux qui l'oppose au CNRH et la Saga Africa Logistic	En cours
9	Le 08 Octobre 2013	Affaire : Mr Abdou Karim c/ sa majesté Mohaman Gabdo Yaya, sénateur et Lamido de Mayo-Banyo ainsi que les préfets et sous-préfets	Le requérant sollicite l'intervention de NDH dans le contentieux foncier qui l'oppose au Lamido de Mayo-Banyo	En cours
10	Le 3 Décembre 2013	Affaire : Betsena Alain Gerard c/ Thales Security System	Le requérant a saisi la Directrice de Ndh-Cameroun pour un accompagnement et une assistance juridique dans le litige qui l'oppose à la société Thales Security	En cours

## **Conclusion**

Les plaintes enregistrées au siège de Nouveaux Droits de l'Homme en 2013 ont eu des dénouements plus ou moins favorables. L'organisation n'a pas cessé de ménager des efforts pour accompagner et assister les victimes des violations des Droits de l'Homme.



Quatrième partie:  
**ACTIONS TRANSVERSALES**

# NDH ET LES DESC

---

## NDH DANS LA PROMOTION DU DROIT ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL AUPRES DES FEMMES DU SECTEUR INFORMEL

### PROJET AFSI

---

Fidèle à sa mission de mobilisation et organisation des groupes cibles pour la défense de leurs intérêts sociaux, économiques et politique, NDH-Cameroun a été le partenaire principal de l'organisation All Women Together dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Projet de Promotion du droit administratif et Commercial auprès des Femmes du secteur informel -Agir pour les FSI» (AFSI). Cette initiative, qui s'est déroulée de Juillet 2013 à Mars 2014 a bénéficié de l'appui financier du Programme d'Appui à la Justice (PAJ) de l'Union Européenne.

#### 1. Contexte

L'initiative naît dans un contexte national marqué par l'accroissement fulgurant du secteur informel, parmi lesquels les femmes occupent un effectif très important. Cependant, elles font face à plusieurs obstacles très souvent liés à l'accès limité au droit commercial et administratif, qui freinent le développement de leurs activités. Elles sont confrontées entre autres aux déficits d'informations, de compétences professionnelles, managériales, d'accompagnement, d'accès à la justice et au crédit. La plupart de ces femmes évoluent dans des conditions précaires, ne respectant pas les procédures et législations en vigueur, et en l'absence de toute protection juridique et sociale. C'est cette situation qui motive la mise en place du projet « Agir pour les FSI ».

#### 2. Objectifs du projet

**L'objectif global :** Contribuer à la sécurisation des Activités Génératrices de Revenus (AGR) des Femmes du Secteur Informel (FSI) des villes de Yaoundé et de Bafoussam à travers la mise en œuvre du droit administratif et commercial (DAC).

**Les Objectifs spécifiques :**

- Amener les FSI à prendre conscience de la nécessité du DAC pour la sécurisation de leur AGR;
- Favoriser la mise en œuvre du DAC par les Femmes du Secteur Informel à travers un dispositif d'accompagnement;
- Renforcer les capacités des Femmes sur le Droit Administratif et Commercial



### 3. Les activités prévues et réalisées

- Production d'outils d'information/sensibilisation sur le DAC;
- Réalisation d'une campagne d'information et de sensibilisation des cibles;
- Réalisation des émissions radiodiffusées;
- Installation et animation des Guichets Mobiles d'Information et d'accompagnement (GMIA);
- Création et gestion des Brigades d'Accompagnement et création des cellules de liaison;
- Organisation de 02 ateliers de formation des Femmes du secteur informel;
- Organisation d'un atelier d'évaluation et de renforcement de capacités des bénéficiaires



### 4. Résultats

Le projet a permis d'obtenir les résultats suivants :

- Près de 15000 FSI informées sur le DAC à travers des supports de communication et émissions radio ;
- 1067 femmes renseignées spécifiquement sur les questions du DAC à partir des Guichets Mobiles d'Information et d'Accompagnement ;
- 52 femmes ayant compris les rudiments du droit administratif et commercial à l'issue de 02 ateliers de formations ;
- 68 dossiers de FSI accueillis au niveau des Brigades d'Accompagnement;
- 30 FSI ayant renforcé leurs capacités dans la conduite et la gestion des associations pour la promotion et la défense des dits droits ;
- Un mémorandum élaboré à l'attention du gouvernement camerounais.



# ADMISSION DES ETUDIANTS EN STAGE ACADEMIQUE/PROFESSIONNEL

---

Comme au cours des années précédentes, NDH a accueilli les étudiants sollicitant des stages académiques et Professionnels. Nous avons ainsi pu accorder seulement **03 places** sur les demandes reçues, vu le nombre limité de places offertes et conditions d'admission. Il s'agissait en général des étudiants de 4<sup>ème</sup> année et ceux issus des centres de formation professionnelle.

## Listes des bénéficiaires

### ➤ Stage Académique

1. Mademoiselle **AMOUGA Philomène**, Master 2 Action Humanitaire, Coopération Internationale, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC).

### ➤ Stage Professionnel

2. Mademoiselle **LOGNE Sandrine**, Master 2 en Droit de l'homme et Action Humanitaire, Université Catholique d'Afrique Centrale ;
3. Mademoiselle **MOLUH Ange Pasma**, Master 1 en Droit International Public, Université de Douala.